

VILLE
DE
BAUME - LES - DAMES



DOUBS

DÉPARTEMENT DU DOUBS
Canton de Baume les Dames
Arrondissement de Besançon
**COMMUNE DE BAUME LES
DAMES**
(N°INSEE : 25047)

Nombre de membres

- En exercice : 29
- Présents : 18
- Votants : 25
- Ayant donné procuration : 7
- Absents : 4

Date de convocation

31/10/2023

Date d'affichage

16/11/2023

Extrait du registre des Délibérations du Conseil Municipal
Séance du 9 novembre 2023

L'an DEUX MILLE VINGT TROIS, le NEUF NOVEMBRE à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de BAUME LES DAMES s'est réuni à la Salle du Conseil Municipal après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Arnaud MARTHEY, Maire, pour la session ordinaire du mois de NOVEMBRE.

Etaient présents (18) :

Arnaud MARTHEY, Marie-Christine DURAI, Gérard GLEIZE, Francine COUDON, Christian BASSENNE, Sylviane MARBOEUF, Julien BOILLOT, Colette ROMANENS, Annie GIRARDAT, Jean-Claude MAURICE, Jean-Marc VUILLEMIN, Dominique MISCHI, Christian LANIER, Frédéric SERGENT, Thomas VIGREUX, Emilie GOGAND, Maud BEAUQUIER, Soazig BONFILS.

Procurations données (7) :

Jean-Claude ALAMPI donne pouvoir à Christian BASSENNE
Laure THIEBAUT donne pouvoir à Maud BEAUQUIER
Emmanuelle WISSANG-GIRARD donne pouvoir à Emilie GOGAND
Christelle LAMBERT donne pouvoir à Gérard GLEIZE
Sébastien FERNIOT donne pouvoir à Francine COUDON
Sandra BOUHESANE donne pouvoir à Sylviane MARBOEUF
Camille LIARD donne pouvoir à Annie GIRARDAT

Absents (4) :

Bruno DEBRIE
Philippe RONDOT
Charline BARDEY
Florian CORDIER

Il a été procédé conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'élection d'un secrétaire pris dans le Conseil Municipal, Annie GIRARDAT, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur le Président a déclaré la séance ouverte.

Délibération n°H22/2023

Objet : Concession de service pour la gestion et l'exploitation du cinéma municipal années 2024 -2027

L'exploitation du cinéma est actuellement assurée par l'association Ciné Baume dans le cadre d'une concession de service public. Le contrat arrive à échéance le 31 décembre 2023. Le Conseil Municipal par délibération en date du 28 mars 2023 a décidé d'approuver le principe de la délégation de service public.

Conformément à l'article L.3121-1 du Code de la Commande Publique, une procédure de mise en concurrence a été engagée de la façon suivante :

- Constitution de la commission de délégation des services publics par délibération du conseil municipal en date du 6 juin 2020.
- Approbation du rapport sur le principe de la concession de service public par délibération du conseil municipal en date du 28 mars 2023.
- Avis d'appel public à concurrence publié sur la plateforme de dématérialisation www.achatpublic et dans le Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics BOAMP le 18 juillet 2023.
- Ouverture des candidatures et offres reçues par la commission de délégation de service public réunie le 10 octobre 2023 : deux offres reçues ; après examen de leurs garanties professionnelles et financières et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, les deux candidats ont été retenus, à savoir la société CINEODE et l'association CINEBAUME.

Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le



ID : 025-212500474-20231109-H22_2023-DE

Dans un parfait souci de transparence et de recherche de la meilleure proposition, une négociation a été engagée avec tous les candidats, même si la loi ne nous y oblige pas. Les réunions de négociation se sont déroulées de la manière suivante :

- 20 octobre 2023 à 14h00 : réunion de négociation avec CINEODE
- 20 octobre 2023 à 15h00 : réunion de négociation avec CINEBAUME

Au terme des négociations, l'autorité exécutive transmet à l'assemblée délibérante le rapport présentant notamment la liste des candidats admis à présenter une offre, l'analyse des propositions des candidats retenus ainsi que les motifs du choix du candidat retenu et l'économie générale du contrat.

Le choix de l'autorité exécutive s'est porté sur le candidat qu'elle a jugé le plus à même d'exploiter le service tant en termes financiers que contractuels : l'Association CINEBAUME.

Les raisons de ce choix sont exposées dans le rapport du Maire annexé à la présente. Le contrat a pour objet la délégation par affermage de la gestion et l'exploitation du cinéma municipal. La durée du contrat est de 4 ans, il prendra effet au 1^{er} janvier 2024.

L'ensemble des informations relatives à la procédure et au projet de contrat sont disponibles dans les pièces jointes :

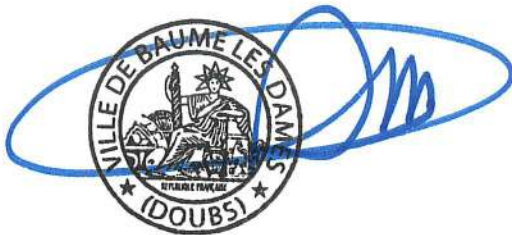
- rapport de Monsieur le Maire sur le choix du délégataire à l'issue des négociations.
- projet de contrat de délégation de service public.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de délibérer sur le choix du délégataire, d'approuver les termes du contrat de délégation de service public et d'autoriser le cas échéant Monsieur Le Maire à signer le contrat.

Vote du Conseil :

Pour : 25 Contre : 0 Abstentions : 0

**Le Maire,
Arnaud MARTHEY**



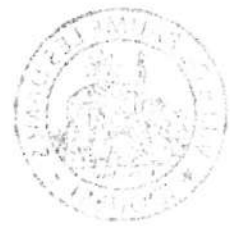
Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le



ID : 025-212500474-20231109-H22_2023-DE





Baumeles**Dames**

**Ville de Baume les Dames
3 Place de la République
25110 BAUME LES DAMES**

Délégation de service public pour l'exploitation du CINÉMA MUNICIPAL

**Projet de contrat faisant office de cahier des
charges**

2024 - 2027

Sommaire

Préambule / Dispositions générales

Chapitre 1 - Economie générale et étendue de la délégation

Chapitre 2 – Moyens mis à disposition

Chapitre 3 – Travaux et entretien

Chapitre 4 – Exploitation du service

Chapitre 5 – Personnel

Chapitre 6 – Dispositions financières

Chapitre 7 – Contrôle

Chapitre 8 – Responsabilités/Assurances

Chapitre 9 – Garanties/Sanctions des manquements du délégataire

Chapitre 10 – Fin de la convention

Chapitre 11 – Clauses diverses

Entre les soussignés :

La **Ville de Baume les Dames** représentée par M. Arnaud MARTHEY, Maire en exercice, dûment autorisé par délibération en date du 28 mars 2023 et ci-après désignée « le Délégant ».

D'une part,

Et

xxxxxxxxxxxxxxxx, représentée par xxxxxxxxxxx, et ci-après désigné "le Déléataire"

D'autre part

Préambule / Dispositions générales

Historique et cadre du projet

L'exploitation du cinéma est assurée actuellement par l'association Ciné Baume jusqu'au 31 décembre 2023.

La délégation de service public concerne le patrimoine suivant:

↳ Locaux situés 14 rue des Juifs, 25110 BAUME LES DAMES, composés de deux salles de projection d'une surface de 155 m² (138 places et 2 PMR) pour la salle 1 et 60 m² (40 places et 1 PMR) pour la salle 2.

L'équipement comprend également :

Un hall d'accueil ;

Une salle de réunion ;

Un espace de détente dédié à l'attente du public ;

Un espace de bureaux ;

D'autres espaces divers et nécessaires au bon fonctionnement du cinéma (cabines avec matériel de projection et sono, locaux techniques, sanitaires...).

Au regard de la spécificité des métiers liés à la diffusion cinématographique et de l'ampleur des contraintes techniques pesant sur ce secteur, la Ville de Baume les Dames souhaite confier l'exploitation de ce service à un opérateur spécialisé dans le cadre d'un contrat de délégation de service public.

Le conseil municipal de Baume les Dames, par délibération du 28 mars 2023, a approuvé le principe de la gestion déléguée par voie d'affermage pour une durée de 4 années.

Article 1 - Formation de la convention

1.1 Pièces contractuelles

La convention de délégation du service public cinématographique sera constituée après mise au point des pièces contractuelles suivantes (liste indicative à ce stade) :

- La convention proprement dite, qui sera établie à partir du présent projet de contrat faisant office de cahier des charges ;
- Le règlement du service proposé par le délégataire ;
- La liste des biens meubles et immeubles mis à la disposition du délégataire ;

- La grille tarifaire ;
- Les modalités relatives aux actions d'accompagnement du public ;
- L'inventaire des biens mis à disposition du délégataire ;
- Les comptes prévisionnels d'exploitation sur la durée de la convention.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de la convention de délégation de service public, ces pièces prévaudront dans l'ordre où elles sont énumérées ci avant.

1.2 Délégataire

Les candidats peuvent se présenter seuls ou en groupements d'entreprises.

En cas de groupement, la forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du contrat est la forme solidaire.

Article 2 – Durée du contrat

2.1 Période d'exploitation

Cette période d'une durée de quatre (4) années débutera à compter de la date de démarrage de la période d'exploitation fixée au 1^{er} janvier 2024.

Chapitre 1

Economie générale et étendue de la délégation

Article 3 – Objet de la délégation

La Ville de Baume les Dames confie au délégataire l'exploitation à ses risques et périls du cinéma municipal situé 14 Rue des Juifs à Baume les Dames (25110).

La Ville de Baume les Dames en qualité de maître d'ouvrage a réalisé l'ensemble des ouvrages et installations nécessaires au fonctionnement du service y compris l'équipement numérique (appareils de projection et informatique y afférente).

Le cinéma, à vocation généraliste, doit s'adresser à une pluralité de publics, avec une part raisonnée au sein de sa programmation de films recommandés « Art et Essai ».

Le cinéma a vocation à remplir des fonctions culturelles, sociales et urbaines.

Avec une pluralité de propositions de films, le cinéma doit également être un lieu convivial et de confort, s'adressant à toutes les catégories de publics : familial, jeune public, cinéphiles, associations, personnes âgées...

Son activité doit permettre d'établir une relation spécifique entre le lieu et le public : il s'agit de favoriser la qualité et le contenu du lieu et non le seul acte marchand.

Le délégataire s'engage à développer la notoriété du cinéma et à en faire un lieu de vie permanent, connecté à la vie culturelle et associative de la commune.

Article 4 – Obligations et responsabilités générales de la Ville de Baume les Dames

La Ville de Baume les Dames, en qualité de propriétaire du cinéma, s'engage à mettre à la disposition du délégataire des installations répondant aux normes et réglementations en vigueur, dans un état conforme à celui défini par l'inventaire prévu à l'article 9.

La Ville de Baume les Dames, en sa qualité de propriétaire, est responsable des grosses réparations et du gros entretien sur le clos et couvert, et des installations techniques dans les conditions visées au tableau de l'article 14.

La Ville de Baume les Dames perçoit le fonds de soutien financier de l'Etat à l'industrie cinématographique (SFEIC).

La Ville de Baume les Dames conserve le contrôle du service et doit obtenir du délégataire tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

Article 5 – Obligations et responsabilités générales du délégataire

Le délégataire s'engage à assurer le bon fonctionnement, la continuité, la qualité ainsi que la bonne organisation du service.

Il est tenu à l'égard des usagers d'assurer les services prévus dans la présente convention.

Il est responsable de leur bonne exécution, qu'elle soit effectuée par lui-même ou par des tiers.

Le délégataire perçoit auprès des usagers une rémunération fixée dans les conditions prévues à l'article 32 ci-dessous.

Le délégataire verse à la Ville de Baume les Dames une redevance annuelle composée d'une part fixe et d'une part proportionnelle au niveau d'activité dans les conditions fixées à l'article 33.

Il est responsable dans les conditions de droit commun, des activités de son personnel et de la sécurité dans l'enceinte de l'établissement, ainsi que de l'utilisation régulière des locaux, équipements et matériels mis à sa disposition.

Il est responsable de la sécurité de l'équipement et de la protection des personnes et des biens.

Il doit établir, en lien avec les autorités compétentes, un plan d'entretien et de surveillance de l'équipement et le transmettre à la Ville de Baume les Dames.

Il est tenu d'observer les dispositions réglementaires applicables, notamment en matière d'établissements recevant du public (ERP), et qu'il déclare bien connaître, et de supporter toutes les charges et obligations résultant de la législation en vigueur.

Il doit apporter tous les soins d'un bon père de famille dans l'usage des locaux, l'emploi du matériel, des appareils et instruments faisant partie de l'établissement, et maintenir l'ensemble en bon état de fonctionnement.

Il laisse libre accès à l'intégralité des locaux aux représentants de la Ville de Baume les Dames et aux personnes désignées par l'autorité délégante chargées du contrôle.

Le délégataire a en charge la veille technologique sur les évolutions des techniques et procédés utilisés en matière cinématographique. Il sera tenu d'informer la Ville de Baume les Dames en cas d'évolutions sensibles pouvant impacter de manière significative l'économie du service.

Le délégataire aura la responsabilité d'assurer la gestion et l'exploitation du cinéma dans les conditions définies aux présentes et notamment :

- L'accueil du public ;
- La gestion de l'ensemble du personnel nécessaire à l'exercice de ses missions, et notamment la formation de ces personnels afin de garantir leur qualification pour l'exercice des métiers tels qu'ils découlent des missions du délégataire et de ses évolutions ;
- La commercialisation de l'équipement et le développement d'une politique commerciale visant à garantir un bon niveau de fréquentation ;
- La gestion comptable et financière du service ;
- La maintenance des biens, équipements et installations nécessaires à la réalisation de ses missions ;
- La recherche de la qualité des prestations offertes aux usagers ;
- La mise en place d'une organisation permettant d'assurer la continuité du service et l'égal accès et traitement des usagers devant le service public.

Le délégataire restera seul responsable des conséquences de sa gestion (contraventions, amendes, sanctions...) ou de toute autre action qui pourrait être constatée par les autorités compétentes, à l'occasion de l'exploitation du service public qui lui est confiée.

D'une manière générale, il fera son affaire de l'ensemble des risques et litiges directement ou indirectement liés à l'exploitation, et de toutes leurs conséquences.

Le délégataire devra en outre, veiller à ne rien entreprendre ou laisser faire qui puisse avoir pour conséquence d'entraîner la dépréciation, la diminution de l'activité ou la cessation de l'exploitation, même provisoire, du service public concédé.

Article 6 – Echancier d'exécution du contrat

Le démarrage de l'exploitation aura lieu à compter de la date de démarrage de la période d'exploitation fixée au 1^{er} janvier 2024 pour une durée de quatre (4) années. Dès le démarrage de la période d'exploitation, le délégataire assurera les missions définies au Chapitre 4 Exploitation du service.

Article 7 – Caractère exclusif du contrat

La convention confère au délégataire l'exclusivité de la gestion et de l'exploitation du cinéma.

Article 8 – Activités annexes et accessoires

8.1 Activités annexes

Le délégataire peut, dans le respect des règles édictées pour ce type d'équipement, sous son entière responsabilité, et en préservant les règles de fonctionnement de l'établissement cinématographique, exploiter des activités annexes, c'est-à-dire des activités qui sont en lien direct avec l'objet même de l'affermage.

Sont notamment considérées comme des activités annexes :

- La vente de confiseries et boissons non alcoolisées ;
- La commercialisation de spots publicitaires pendant les séances ;
- La vente d'encarts publicitaires sur tout support de communication.

Le délégataire prend en charge l'aménagement intérieur des espaces réservés aux activités de vente de confiseries et boissons non alcoolisées.

Pour l'exercice de ces activités accessoires, il fera son affaire des autorisations exigées par la réglementation en vigueur. Dans les mêmes conditions, le délégataire pourra exercer d'autres activités annexes telles que notamment la vente d'affiches voire de produits dérivés liés au cinéma.

8.2 Activités accessoires

Sous réserve de l'accord préalable de la Ville de Baume les Dames, le délégataire peut, sous son entière responsabilité et sous réserve du respect de la réglementation en vigueur, utiliser les installations et le matériel délégués pour des activités accessoires.

Les activités accessoires correspondent à une utilisation du complexe cinématographique et des équipements par le délégataire en dehors de l'objet direct de l'affermage.

Ces utilisations ne doivent entraîner aucune charge financière pour la Ville de Baume les Dames ou pour les usagers du service, ni mettre en cause la qualité et la continuité du service public.

8.3 Conditions d'exercice des activités annexes et accessoires

Pour ces activités annexes et accessoires, et sous réserve de l'accord préalable de la Ville de Baume les Dames, le délégataire a la faculté d'octroyer à des tiers, et aux fins ci-dessus visées, des autorisations temporaires d'occupation, dans la limite de la durée de la convention de délégation de service public (merchandising,).

Le délégataire s'engage à déclarer l'ensemble de ces activités à la Ville de Baume les Dames dans le cadre de son compte rendu annuel d'activité.

La Ville de Baume les Dames peut, sur demande motivée, exiger du délégataire la cessation d'une activité annexe ou accessoire. Dans ce cas, aucune indemnité n'est due par la ville au délégataire.

Chapitre 2

Moyens mis à disposition

Article 9 – Biens immobiliers et mobiliers

L'ensemble des immeubles, locaux et des biens meubles nécessaires à l'exploitation du cinéma, dont la liste figure en Annexe 2 est mis à la disposition du délégataire.

Il s'agit d'un bâtiment composé de deux salles de projection d'une surface de 155 m² (138 places et 2 PMR) pour la salle 1 et 60 m² (40 places et 1 PMR) pour la salle 2.

L'équipement comprend également :

- Un hall d'accueil ;
- Une salle de réunion ;
- Un espace de détente dédié à l'attente du public ;
- Un espace de bureaux ;
- D'autres espaces divers et nécessaires au bon fonctionnement du cinéma (cabines, locaux techniques, sanitaires...).

Les plans du bâtiment mis à disposition figurent en Annexe 1.

Ces biens apportés par la Ville de Baume les Dames constituent des biens de retour (Annexe 2).

Un inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service sera établi contradictoirement entre le délégataire et la Ville de Baume les Dames avant le démarrage de la période d'exploitation. Il sera annexé à la convention et annuellement tenu à jour par les parties.

Cet inventaire répartira le cas échéant les biens parmi les catégories suivantes :

A = biens de retour apportés par la Ville,

B = biens de reprise,

C = biens propres,

Cet inventaire précisera notamment la situation juridique des biens et leur état apprécié sous ses différents aspects (état général de la construction ou de l'équipement, entretien, sécurité, état de fonctionnement de certaines installations particulières...). Il précise le cas échéant, lors de sa mise à jour, ceux d'entre eux qui nécessitent une remise en état, une mise en conformité, ou un complément d'équipement ainsi que les conditions de mise en œuvre et les modalités de prise en charge de ces opérations.

Article 10 – Fournitures et fluides

Le délégataire prend à sa charge tous les frais relatifs à la fourniture d'énergie et de fluides notamment : eau, gaz, électricité, chauffage, téléphone, fibre optique ainsi que les frais relatifs à l'assainissement et à l'élimination des déchets pour l'ensemble des installations nécessaires au fonctionnement du cinéma,

La consommation électrique de la borne rétractable de la rue des Juifs est à la charge du délégataire (même compteur). Cette borne est utilisée une fois par semaine par les services de ramassage des ordures ménagères et occasionnellement par les services de la gendarmerie et les pompiers en cas de besoin.

Le délégataire veille à l'exécution de la présente convention en adéquation avec les objectifs de développement durable issus du Grenelle Environnement du Ministère de l'environnement et du développement durable, notamment en matière de gestion des déchets, de la rationalisation de la consommation des fluides ...

Le délégataire se conformera aux recommandations de l'organisme assurant le service du traitement des déchets de Baume les Dames, structure compétente en la matière, concernant le tri et la collecte des déchets.

Chapitre 3

Travaux et entretien

Article 11 – Propriété de l'équipement

La Ville de Baume les Dames est propriétaire du bâtiment mis à disposition au délégataire ainsi que de l'ensemble des équipements audio-visuels nécessaires à son exploitation y compris le matériel de projection et le système d'exploitation lié à la projection en numérique.

La Ville de Baume les Dames s'engage à ce que les équipements respectent les dispositions législatives et réglementaires afférentes à ce type d'activité.

Le délégataire ne peut établir d'autres installations ni modifier celles existantes sans l'accord express et préalable de la Ville.

Article 12 – Acquisition et financement des équipements audiovisuels et du matériel de projection

Les conditions de financement des équipements audio visuels relèvent d'une législation particulière, et précisément de la loi n° 2010-1149 du 30 septembre 2010 relative à l'équipement numérique des établissements de spectacles cinématographiques, qui a posé l'obligation pour les distributeurs de films de contribuer à l'équipement numérique des salles sur la base des économies qu'ils réalisent par rapport au tirage des copies 35 mm.

Les investissements pris en compte dans le cadre de cette contribution sont :

- * Le matériel de cabine (projecteur, serveur, onduleurs...);
- * Le système informatique d'automatisation des salles ;

- * Les travaux connexes liés à la cabine (extraction d'air, climatisation...);
- * Les extensions de garantie ;

- * Les frais financiers.

Dans ce contexte, la Ville de Baume les Dames, propriétaire et financeur du matériel de projection numérique du cinéma se réserve le droit de charger le délégataire d'effectuer l'ensemble des démarches liées à la collecte des contributions numériques auprès des distributeurs de films conformément à la loi n° 2010-1149 du 30 septembre 2010 sus visée, et des recommandations du comité de concertation pour la diffusion numérique en salles.

Article 13 – Remise des installations au délégataire

La remise des installations est constatée par procès-verbal signé des deux parties, qui est annexé à l'inventaire prévu à l'article 9 ci-dessus.

Le délégataire prend en charge les installations dans l'état où elles se trouvent à la date de la remise, sans pouvoir invoquer à aucun moment leur état et disposition pour se soustraire aux obligations de la présente convention, sauf à invoquer le non-respect des engagements de la Ville de Baume les Dames précisés à l'article 4 ci-dessus.

La remise des installations s'accompagne de la remise au délégataire d'une copie du dossier des ouvrages exécutés (DOE), des équipements installés et des réseaux divers.

Dans les trois mois suivant la notification de la délégation, le délégataire devra fournir à la Ville de Baume les Dames un plan de surveillance et d'entretien élaboré en concertation avec la Ville et les services compétents.

Article 14 – Nettoyage, contrôle, entretien courant et spécifique, remplacements

Le délégataire assure à ses frais le nettoyage, les réparations courantes, l'entretien courant et, le cas échéant, la rénovation des installations, équipements et matériels nécessaires à l'exploitation du cinéma dans les conditions précisées dans le tableau figurant en Annexe 3.

Pour les maintenances et travaux dont il a la charge, le délégataire communique à la demande de la Ville de Baume les Dames les contrats de maintenance et d'entretien qu'il a souscrits à cet effet, et les rapports de contrôle correspondants Annexe 4.

L'exécution des travaux de nettoyage, d'entretien courant, d'entretien spécifique ou particulier et le remplacement ne doit en aucun cas nuire aux conditions d'exploitation du service. Elle est faite en conformité avec les règles d'hygiène et de sécurité applicables.

Les appareils, matériels et produits nécessaires à ces opérations, qui répondent obligatoirement aux dispositions techniques et réglementaires afférentes à ce type d'activité, sont à la charge du délégataire.

Le délégataire s'engage à procéder chaque jour, avant l'ouverture au public, au nettoyage des salles et des espaces ouverts au public et à s'assurer du bon état desdits locaux et espaces entre chaque séance.

Les installations font l'objet de visites de surveillance et de contrôle dans les conditions définies à l'article 39, sans préjudice de celles qui pourront être effectuées par la Ville de Baume les Dames.

Article 15 – Gros entretien, réparation, renouvellement

Tous les travaux de réparation des biens immobiliers sur le clos et le couvert financés par la Ville de Baume les Dames et les installations techniques financées par la Ville de Baume les Dames (chauffage, électricité, plomberie, sécurité) sont effectués à l'initiative et à la charge de la Ville ou lorsque ceux-ci sont rendus nécessaires par un désordre survenant dans la structure, signalé par le délégataire.

A cet effet, la Ville de Baume les Dames organisera des visites régulières, dont elle informera préalablement le délégataire, afin de convenir des dates et heures de ces visites, de manière à ce qu'elles ne perturbent pas le bon fonctionnement du service public.

Les grosses réparations et renouvellement des équipements et matériels mis à la disposition du délégataire pour l'exécution du contrat sont à la charge de la Ville de Baume les Dames, sous réserve de la répartition des postes fixée à l'article 14.

Le délégataire doit signaler sans délai à la Ville de Baume les Dames les déficiences imposant des grosses réparations ou un renouvellement dont elle a la charge.

Les autres travaux sont à la charge du délégataire.

Article 16 – Exécution d'office des travaux d'entretien, de réparation et de renouvellement

Faute pour le délégataire de pourvoir aux opérations d'entretien, de réparation et de renouvellement des matériels, ouvrages et installations qui lui incombent, la Ville de Baume les Dames peut faire procéder, aux frais du délégataire, à l'exécution d'office des travaux nécessaires au fonctionnement du service, après mise en demeure restée sans effet dans un délai de quinze jours, sauf en cas de risque pour les personnes où le délai est ramené à vingt-quatre heures.

Ce délai est prolongé, avec l'accord de la Ville de Baume les Dames, lorsque les délais d'exécution ou de livraison de matériels sont supérieurs au délai imparti, sous réserve que la sécurité des personnes ne soit pas en jeu.

Si des travaux nécessitent l'arrêt de l'exploitation, ce dernier ne pourra intervenir, sauf urgence, qu'après l'accord express et préalable de la Ville de Baume les Dames.

Chapitre 4

Exploitation du service

Article 17 – Principes généraux d'exploitation

L'exploitation des divers ouvrages et installations, objet de la délégation, se fera conformément aux lois et règlements en vigueur.

Le délégataire s'engage à assurer le bon fonctionnement, la continuité et la qualité du service, ainsi que la bonne organisation des séances de cinéma.

Il doit notamment :

- * Organiser des séances de cinéma tous 6 jours sur 7 par semaine, y compris les jours fériés. Le cinéma fonctionne toute l'année sans interruption (sauf accord express de la commune) avec toutefois une programmation qui pourra être allégée sur des périodes de faible activité (dernière semaine de juillet et les deux premières semaines d'août) après accord de la commune sur les dates et la durée ;
- * Assurer la programmation dans les conditions définies à l'article 19 ;

- * Gérer les moyens humains nécessaires à l'exploitation : recrutement, salaire, gestion... dans les conditions définies à l'article 28 ;
- * Assurer la promotion de la programmation dans les conditions définies à l'article 24 ;
- * Assurer le bon fonctionnement et l'entretien et le renouvellement des matériels et équipements mis à sa disposition et définis à l'article 13 ;
- * Acquérir et entretenir le petit matériel nécessaire à l'exploitation ;
- * Assurer les opérations de contrôle, d'entretien et de remplacement dans les conditions définies à l'article 14 ;
- * Organiser la billetterie et l'accueil des spectateurs.

Le délégataire s'engage à assurer aux usagers du cinéma le meilleur niveau de qualité possible du service.

Article 18 – Autorisations

Le délégataire sera titulaire de l'autorisation d'exploitation délivrée par le CNC.

Article 19 – Principes généraux relatifs à la programmation

Le délégataire s'engage à organiser et à mettre en œuvre une programmation suffisamment variée pour intéresser tout public et compléter l'offre culturelle et de loisirs de la Ville de Baume les Dames.

A ce titre, le délégataire s'engage à :

- * Etablir une programmation de films de divertissement et de films recommandés « Art et Essai », tant en version originale qu'en version française, et proposer au moins un film « Jeune Public » chaque semaine, lui permettant d'obtenir ou de maintenir son classement ;
- * Mettre en place une programmation de courts métrages, dans les domaines de la fiction et du documentaire ;

La diffusion de films classés X est interdite, ainsi que la projection de bandes annonces à caractère violent lors des séances en direction du public jeune.

Article 20 – Accompagnement du public

Le délégataire propose chaque année à la Ville de Baume les Dames la programmation pour la mise en place des différentes actions d'accompagnement du public et animations mentionnées ci-dessous :

20.1 Accompagnement des spectateurs

Le projet culturel du délégataire inclut un accompagnement des spectateurs dans leur découverte cinématographique : présentation de films avant leur projection (avant-première), discussions avec les spectateurs, rencontres avec des professionnels du cinéma....

20.2 Animations en direction de publics ciblés

Animations scolaires : des séances particulières en direction des établissements scolaires devront être organisées.

Animations périscolaires : séances particulières en direction des centres de loisirs.

Le cinéma s'inscrit dans les dispositifs nationaux de cinéma scolaire : Ecole au cinéma, Collège au cinéma, Lycéens et apprentis au cinéma.

Article 21 – Mise à disposition de salles et de projections à la Ville de Baume les Dames

Sur demande expresse de la Ville de Baume les Dames, une ou plusieurs salles du cinéma pourront être mises à sa disposition. Ces mises à disposition seront exonérées de tout droit de location pour un maximum de 20 séquences par an. Un délai suffisant devra être respecté (2 semaines) mais un cas d'urgence pourra être envisagé qui pourra nécessiter la mise à disposition du lieu rapidement.

Sur demande expresse de la Ville de Baume les Dames, une ou plusieurs projections cinématographiques devront être assurées pour le compte de la commune (conférences, films thématiques...). Ces projections seront exonérées de tout droit de location pour un maximum de 10 séances par an (qui pourront être regroupées sur une durée courte en cas d'organisation de festivals ou d'évènement spécifique comme le Noël des agents). Un délai suffisant devra être

respecté (2 semaines) mais un cas d'urgence pourra être envisagé qui pourra nécessiter la mise à disposition du lieu rapidement.

Article 22 – Location de salles par le délégataire à des tiers

Avec l'accord préalable de la Ville, le délégataire aura la possibilité d'organiser des séances hors programmation habituelle, de louer ou de mettre à disposition une salle du cinéma à d'autres organismes publics ou privés (entreprises, associations...) en dehors des séances régulières de cinéma.

Cette activité devra, en tout état de cause, présenter un caractère accessoire par rapport à l'activité principale faisant l'objet de la délégation.

Article 23 – Action culturelle

Le cinéma constitue un équipement culturel de la Ville de Baume les Dames.

A ce titre, le délégataire s'attachera à s'inscrire dans cette dynamique et à programmer des films en lien avec les événements culturels et associatifs de la Ville de Baume les Dames (Festivals, manifestations...). Il s'attachera également à participer aux événements culturels régionaux liés à son activité et à s'inscrire après accord de la commune dans la programmation d'un événement existant (Festivals thématiques, cérémonies, manifestations...)

Compte tenu de la vie associative importante sur la Ville de Baume les Dames, le délégataire sera tenu de l'encourager et de favoriser un climat de collaboration et de convivialité. Il s'attachera notamment à favoriser le développement d'un club de cinéphiles.

A ce titre, il sera mis à disposition au profit de la Ville de Baume les Dames un volume d'écrans fixes et/ou de spots avant chaque séance permettant de relayer certains événements mais également de promouvoir la Ville. La commune assurera la réalisation des spots qui seront mis à disposition du délégataire qui les diffusera.

Article 24 - Communication

Le délégataire est responsable de la communication du cinéma, par la réalisation et la distribution des programmes et des affiches et tout autre procédé de communication qu'il lui appartient de mettre en place.

Il s'attachera à disposer d'une communication de proximité notamment par des affiches dans des lieux qui seront fixés d'un commun accord entre la Ville de Baume les Dames et le délégataire.

Par ailleurs, le cinéma devra être doté d'un site Internet (à la charge du délégataire qui devra définir son contenu), lequel pourra bénéficier d'un lien sur le site Internet de la Ville.

Sur chaque support de communication, le logo de la Ville de Baume les Dames devra apparaître.

Article 25 – Règlement du service

Le règlement du service définit les règles de fonctionnement du service : horaires d'ouverture au public, modalités d'information du public, tarification du service

Article 26 – Mesures de sécurité

Le délégataire s'engage à respecter et faire respecter par son personnel :

- * Les règlements et consignes de sécurité en vigueur dans les locaux dont il a la charge ;
- * Les règles relatives aux Etablissements Recevant du Public (ERP) ainsi que pour l'ensemble des activités qu'il aura à faire fonctionner ;
- * Les prescriptions imposées par la Commission de sécurité ;
- * Les règles de la CST et du CNC en matière de projection cinématographique et de gestion de la billetterie,
- * Le plan général d'intervention établi en liaison avec les services compétents ;
- * Le plan de gardiennage et de sécurité permanente comportant notamment les références d'une personne joignable à tout moment.

Article 27 – Modifications et améliorations de l'exploitation

Le délégataire peut faire toute proposition pour l'évolution et l'amélioration des activités qui lui sont confiées ou l'aménagement d'activités annexes. Toute modification doit faire l'objet d'un accord préalable et express de la Ville de Baume les Dames, et donnera lieu si besoin à la conclusion d'un avenant.

Chapitre 5

Personnel

Article 28 – Personnel

28.1 Dispositions générales

Le délégataire recrute le personnel nécessaire au bon fonctionnement de l'équipement, en nombre et en qualification, pour remplir sa mission, telle que décrite au Chapitre 4 Exploitation du service, ci-dessus.

Le délégataire s'engage à diriger son personnel dans le respect des lois et règlements en vigueur, notamment en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale, etc.

Ce personnel est entièrement rémunéré par ses soins, charges sociales et patronales comprises et autres frais.

Le délégataire ne peut invoquer le manque de personnel en cas de rupture du service public pour se dégager de sa responsabilité.

Le délégataire aura à sa charge la formation de l'ensemble des personnels assurant le service.

La Ville de Baume les Dames demande à ce que le personnel soit sensibilisé à l'accueil et à la relation avec le public.

Le délégataire est tenu d'avoir en permanence un représentant résidant à proximité du lieu d'exploitation dont l'identité sera communiquée à la Ville.

Ce représentant sera l'interlocuteur permanent de la Ville pour l'exécution technique de la convention.

Le délégataire est tenu d'avoir un service de permanence pouvant être alerté 24h/24 et 365 jours/an. Les coordonnées de ce service seront communiquées à la Ville, aux services de secours, de police et de gendarmerie.

Le service de permanence doit être en mesure de réaliser toute intervention d'urgence nécessaire au bon fonctionnement ou au rétablissement dans les meilleurs délais du bon fonctionnement du service délégué.

Article 29 – Discipline

Le délégataire porte à la connaissance de la Ville de Baume les Dames les éléments d'information en sa possession, relatifs aux fautes graves commises par ses employés susceptibles d'affecter la qualité du service public délégué.

Il informe la Ville de Baume les Dames des mesures prises pour remédier aux troubles provoqués par la commission de ces fautes graves.

Chapitre 6

Dispositions financières

Article 30 – Charges d'exploitation

Le délégataire assume en totalité les charges d'exploitation du cinéma entraînées notamment par l'application des dispositions de la convention.

Article 31 – Impôts et taxes

Le délégataire supporte la charge de tous les impôts et taxes auxquels sont assujettis les locaux et installations affermés, ainsi que les impôts et taxes dont il peut être redevable en raison des activités stipulées à la convention, à l'exception des taxes foncières.

Article 32 – Rémunération du délégataire

La rémunération du délégataire comprend notamment :

- * La perception des droits d'entrée acquittés par les usagers ;
- * Les produits de l'exploitation des activités annexes et accessoires telles que définies à l'article 8 (vente de confiseries et de boissons, location de salles, location d'espaces publicitaires ou de toute opération de mécénat ou de parrainage...)
- * Les éventuelles subventions ou contributions en provenance de différents organismes publics ou privés (à l'exception du SFEIC versé directement à la Ville de Baume les Dames).

Et plus généralement toutes recettes provenant directement ou indirectement de l'exploitation de l'équipement.

Ces éléments sont réputés permettre au délégataire d'assurer l'équilibre financier de l'exploitation du cinéma dans des conditions normales d'exploitation.

Article 33 – Redevance annuelle

En contrepartie de l'ensemble des biens mis à sa disposition, le délégataire verse une redevance à la Ville de Baume les Dames.

Celle-ci sera composée d'une part fixe et d'une part proportionnelle au niveau d'activité.

La part fixe est ainsi définie :

- 900 € HT/mois soit 10800 € HT/an

La part variable correspondant à un pourcentage du chiffre d'affaires HT: 3 % HT (révisable annuellement).

Article 34 – Subventions

Le délégataire pourra recevoir des subventions de fonctionnement des collectivités locales, des services de l'Etat et de l'Union européenne.

Le délégataire pourra également solliciter les aides attribuées au Cinéma Art et Essai.

Aucune subvention ne sera versée par la Ville de Baume les Dames au titre de l'exploitation de l'équipement.

Le fonds de soutien de l'Etat à l'industrie cinématographique (SFEIC) généré par la taxe spéciale additionnelle (TSA) versée par le délégataire, est affecté à la Ville de Baume les Dames propriétaire du fonds de commerce et porteur des investissements réalisés.

Article 35 – Politique tarifaire

35.1 Obligations du délégataire

La politique tarifaire proposée et menée par le délégataire doit permettre l'accès du cinéma au plus grand nombre.

Le délégataire soumet les tarifs à la Ville de Baume les Dames. Ceux-ci ne peuvent être appliqués qu'à compter de leur validation par le conseil municipal de la Ville de Baume les Dames.

A l'entrée en vigueur de la présente convention, les tarifs des prestations proposés par le délégataire, lesquels seront validés par délibération du conseil municipal seront applicables à compter du début de la période d'exploitation.

Les tarifs des places de cinéma pourront évoluer chaque année (à l'exception de la 1^{ère} année) au 1^{er} janvier dans la limite de la formule de révision des tarifs suivante :

$$T(n+1) = T_n \times \{ [0.50 \times (PMNn-1 / PMNn-2)] + [0.50 \times IPCn / IPCn-1] \}$$

dans laquelle :

$T(n+1)$ = Tarif applicable à partir du 1^{er} janvier de l'année $n+1$

T_n = Tarif en vigueur au 31 décembre de l'année n

$PMN(n-1)$ = Prix Moyen National des places de cinéma pour l'année $n-1$, établi et communiqué par le Centre National de la Cinématographie au mois de mai de l'année n

$PMN(n-2)$ = Prix Moyen National des places de cinéma pour l'année $n-2$, établi et communiqué par le Centre National de la Cinématographie en mai de l'année $n-1$

IPC_n = Indice des Prix à la Consommation – série France entière – hors tabac – ensemble des ménages – publié par l'INSEE (identifiant 064119424) pour le mois de mai de l'année n

$IPC(n-1)$ = Indice des prix à la Consommation – série France entière – hors tabac – ensemble des ménages – publié par l'INSEE (identifiant 064119424) pour le mois de mai de l'année $n-1$

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision des tarifs, le calcul final sera effectué avec au maximum une décimale. Pour ce calcul, l'arrondi sera traité en application des règles mathématiques courantes, à savoir :

- * Par défaut (première décimale inchangée), si la deuxième décimale est comprise en 0 et 4
- * Par excès (première décimale augmentée d'une unité), si la deuxième décimale est comprise entre 5 et 9

Les nouveaux tarifs seront portés à la connaissance des usagers 1 mois au moins avant leur mise en œuvre.

Le délégataire pourra également proposer une modification tarifaire qui sera soumise à l'approbation du conseil municipal.

Cette demande devra toutefois rester exceptionnelle et être justifiée. Le délégataire notifiera à la Ville ses propositions de modification tarifaire, par courrier recommandé avec accusé de réception au plus tard 3 mois avant la date d'application du tarif révisé. La modification tarifaire ne sera applicable que 15 jours après l'approbation du conseil municipal.

Disparition d'un indice :

Dans l'hypothèse où le Centre National de la Cinématographie cesserait, au cours de l'exploitation, de publier le prix moyen de la place de cinéma, la ville et le délégataire se rencontreront pour établir une nouvelle formule de variation qui fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

35.2 Tarification

La grille tarifaire proposée par le délégataire devra impérativement faire apparaître

- * Un tarif plein,
- * Un tarif réduit, destiné notamment aux personnes de moins de 14 ans, partenariat avec les comités d'entreprise – sur présentation des justificatifs nécessaires,
- * Certaines séances pourront être mises en place avec un accès pour tous au tarif réduit,
- * Un tarif scolaire, destiné aux séances scolaires et périscolaires programmées dans le cadre des animations spécifiques du cinéma,
- * Diverses formules d'abonnement.

Les tarifs pratiqués par l'établissement seront affichés en permanence et visibles du public.

Article 36 – Perception des droits d'entrée auprès des usagers

Le délégataire encaisse pour son propre compte l'ensemble des produits de l'exploitation. Il a la responsabilité de la gestion des encaissements et de la relance des impayés.

Il facture les prestations notamment par :

- * La vente directe auprès des usagers ;
- * La vente de cartes d'abonnement ;
- * Tout autre moyen conforme aux règles et usages du commerce pour les autres prestations autorisées par la convention.

Article 37 – Révision des conditions financières

Pour tenir compte d'éventuelles évolutions notables des conditions économiques et techniques d'exécution de la présente convention, ainsi que des événements extérieurs au service objet de la délégation, mais de nature à en modifier les conditions de fonctionnement, les parties conviennent qu'il pourra y avoir lieu à réexamen des tarifs d'exploitation, de la rémunération de l'exploitant et de la répartition des charges.

Les parties renégocieront les termes de la présente convention, notamment :

- Si la Ville de Baume les Dames décide d'imposer au délégataire de nouvelles contraintes de fonctionnement de nature à modifier substantiellement l'économie de la convention ;
- D'un commun accord entre les parties à la suite d'une demande formulée par l'une d'entre elles.

Les parties se concerteront pour procéder au réexamen et trouver un accord, sur les modifications à apporter par avenant à la convention.

Cet avenant ne saurait, en toute hypothèse, bouleverser l'économie générale et initiale de ladite convention.

La demande de révision des conditions financières n'entraînera pas l'interruption des clauses financières en cours d'exécution, qui continueront à être appliquées jusqu'à l'achèvement de la procédure de révision.

La révision des tarifs devra intervenir dans les trois mois à compter de la date de la demande de révision présentée par l'une des deux parties.

Si, dans les trois mois à compter de la date de la demande de révision présentée par l'une des parties, un accord n'est pas intervenu, il sera procédé à cette révision par une commission composée de trois membres dont l'un sera désigné par la Ville, l'autre par le délégataire et le troisième par les deux premiers.

Faute pour ceux-ci de s'entendre dans un délai de quinze jours, la désignation du troisième membre sera faite, à l'initiative de la partie la plus diligente, par le président du tribunal administratif du ressort de la collectivité. Il en sera de même pour les membres qui n'auraient pas été désignés par les parties dans le même délai à compter de l'expiration de la période de trois mois ci-dessus.

Le coût de l'intervention du troisième membre est réparti par moitié entre la Ville et le délégataire.

La Commission disposera d'un délai de quatre semaines, à compter de la désignation du dernier de ses membres pour émettre une proposition.

Si les parties sont d'accord, la proposition sera soumise au Conseil municipal avant l'expiration du délai de 3 mois ci-dessus.

Si les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord, la partie la plus diligente peut saisir le juge du contrat.

Toute somme non versée à cette date porte intérêts au taux légal en vigueur.

Chapitre 7

Contrôle

Article 38 – Comptes rendus

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-3 et R.1411-7 du Code général des collectivités territoriales, le délégataire produit chaque année avant le 1^{er} juin à la Ville de Baume les Dames un rapport comportant notamment :

1- Des données comptables :

- Les comptes annuels du délégataire, bilan et compte de résultat. Lorsque le compte de résultat du délégataire retrace des activités autres que l'exploitation du cinéma de Baume les Dames, un compte de résultat spécifique du cinéma est produit. Ce document fait apparaître toutes les charges et tous les produits qui ont affecté exclusivement l'exploitation de ce cinéma,
- Une présentation des méthodes de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges,
- Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la délégation de service public et nécessaires à la continuité du service public,
- Un inventaire des biens désignés à la convention comme biens de retour et de reprise du service délégué,

2- Un compte rendu technique qui fournit au moins les indications suivantes :

- Le nombre d'entrées par mois et par catégorie tarifaire (ce détail doit comprendre également le nombre d'entrées afférentes aux contraintes de service public (scolaires, périscolaires...),
- La programmation,
- Le nombre de places vendues par film projeté et par séance,
- Les effectifs du service et la qualification des agents,
- Les manifestations exceptionnelles,

* Concernant les recettes, leur répartition par type et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur.

* Doivent notamment être précisées, à ce titre, les sommes perçues auprès des usagers par catégorie de tarif,

- Le relevé des incidents d'exploitation,
- L'état des vices et dommages,
- La liste exhaustive des travaux effectués et les adaptations à envisager (des justificatifs peuvent être demandés).

3- Une analyse de la qualité du service comportant tout élément permettant d'apprécier la qualité du service rendu et les mesures proposées par le délégataire pour une meilleure satisfaction des usagers.

4- Une annexe mentionnée à l'article L. 1411-3 susvisé qui comprend un compte rendu technique et financier comportant les informations utiles relatives à l'exécution du service et notamment les tarifs pratiqués, leur mode de détermination et leur évolution, ainsi que les autres recettes d'exploitation.

L'ensemble des documents financiers devra être certifié par le ou les commissaires aux comptes choisis par le délégataire.

La non production des documents constitue une faute contractuelle sanctionnée par les articles 42 et 45 ci-après.

Article 39 – Contrôle de la ville

L'exploitation des installations et équipements délégués est assurée sous le contrôle de la Ville de Baume les Dames.

A ce titre, le délégataire réalisera chaque année un bilan technique de l'exploitation du cinéma portant notamment sur les activités du service, l'entretien des locaux et le suivi des registres de sécurité.

Ce bilan sera communiqué à la Ville.

En outre, pendant toute la durée de l'affermage, la Ville de Baume les Dames pourra obtenir du délégataire tout renseignement nécessaire à l'exercice de son contrôle. A cet effet, ses agents accrédités pourront se faire présenter toutes pièces techniques, comptables et administratives leur permettant de contrôler les renseignements fournis, ainsi que de s'assurer que les installations mises à disposition du délégataire sont exploitées dans les conditions de la convention, et que les intérêts de la Ville sont sauvegardés.

Il en va ainsi également pour tout préposé que la Ville chargerait d'une mission d'audit des conditions d'exécution de la présente convention.

Les résultats de ces contrôles sont susceptibles de donner lieu à application des mises en demeure et sanctions prévues par la convention.

Chapitre 8

Responsabilités – Assurances

Article 40 – Responsabilités et assurances de la Ville

Le délégataire est responsable, tant vis-à-vis de la Ville de Baume les Dames que vis-à-vis des usagers et des tiers des dommages occasionnés par le fonctionnement du service délégué.

Toutefois, la responsabilité de la Ville de Baume les Dames reste engagée lorsque :

- * Le dommage résulte d'une opération dont elle assure la maîtrise d'ouvrage ;
- * La défaillance est due à l'inexécution d'une obligation mise à la charge de la Ville par la convention ;
- * Le dommage résulte de l'existence même d'un ouvrage dont la Ville est propriétaire et dans la conception et la réalisation duquel le délégataire n'est pas intervenu.

Le délégataire doit signaler à la Ville de Baume les Dames sans délai, dès qu'il en a eu connaissance et par écrit, tout risque de nature à mettre en jeu la responsabilité de celle-ci.

La Ville, en tant que propriétaire des ouvrages immobiliers et mobiliers, bénéficiera de polices qui couvriront les dommages pouvant être causés aux biens énumérés ci-dessus par l'incendie, les explosions, les dégâts des eaux, calamités naturelles et la chute d'aéronefs ou d'objets tombés de ceux-ci.

Article 41 – Responsabilités et assurances du délégataire

La responsabilité du délégataire recouvre notamment :

* vis-à-vis de la collectivité, des usagers et des tiers, l'indemnisation des dommages corporels, matériels, financiers et moraux qu'il est susceptible de causer lors de l'exercice de ses activités telles que définies par la convention,

* vis-à-vis de la Ville, l'indemnisation des dommages causés aux installations du service délégué que ceux-ci résultent du fait de ses préposés ou d'événements fortuits tels que, par exemple, les incendies, les dégâts des eaux, les explosions, la foudre, les attentats, les accidents causés par des tiers, les actes de vandalisme et les catastrophes naturelles au sens de la législation en vigueur.

Le délégataire dispose de toutes possibilités de recours contre les tiers dont la responsabilité pourrait être engagée. Il se trouve, par ailleurs, subrogé dans les droits de la collectivité pour les dommages causés aux biens qui sont mis à sa disposition.

41.1 Immeubles et équipements mis à la disposition du délégataire

Les dommages causés aux immeubles et équipements mis à la disposition du délégataire (Annexe 2) sont à la charge du délégataire, qui souscrit les polices couvrant lesdits immeubles et équipements contre tous les risques notamment locatifs.

Il lui appartient de souscrire auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances, les garanties qui couvrent ces différents risques notamment l'incendie, les explosions, le dégât des eaux, le bris de glace, l'électricité, le recours des voisins, des tiers et autres dégâts. Les assurances souscrites doivent fournir des garanties suffisantes.

Toutefois la Ville fait son affaire de toute réclamation qui pourra être formulée quant à l'implantation ou à l'existence des installations du service délégué, sous réserve que leur exploitation soit conforme aux stipulations contractuelles.

41.2 Exploitation du service et responsabilité civile

Dès la prise en charge des installations et pendant toute la durée de la présente convention, le délégataire est responsable du bon fonctionnement du service vis-à-vis des usagers, de la ville et des tiers.

Le délégataire fait son affaire de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de son exploitation. La responsabilité de la Ville ne pourra être recherchée à ce titre.

Le délégataire est seul responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature qu'ils soient, résultant de son exploitation. Il lui appartient de souscrire, auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances, les garanties d'assurances suffisantes pour couvrir ces différents risques.

Le délégataire renonce expressément à tout recours contre la Ville : il assumera seul la responsabilité tant envers la Ville qu'envers les tiers des accidents, dégâts ou dommages de quelque nature que ce soit, résultat de l'exploitation des installations ou du matériel, des fautes ou des négligences de son personnel.

41.3 Obligations du délégataire en cas de sinistre

Le délégataire doit prendre toutes dispositions pour qu'il n'y ait pas d'interruption dans l'exécution du service, que ce soit du fait du sinistre ou du fait des travaux de remise en état engagés à la suite du sinistre.

En cas de sinistre affectant les immeubles et équipements, l'indemnité versée par les compagnies d'assurance sera intégralement affectée à la remise en état de l'ouvrage et de ses équipements.

Les travaux de remise en état commencent immédiatement après le sinistre, sauf cas de force majeure ou impossibilité liée aux conditions d'exécution des expertises.

41.4 Justification des assurances

Le délégataire présente à la ville les diverses attestations d'assurances au démarrage de l'exploitation dans le délai d'un mois avant la mise à disposition de l'équipement et ensuite, périodiquement, à l'échéance des garanties.

Les attestations d'assurance font apparaître les mentions suivantes :

- Le nom de la compagnie d'assurance
- Les activités garanties

- Les risques garantis
- Les montants de chaque garantie
- Les montants des franchises et des plafonds de garantie
- Les principales exclusions
- La période de validité

Le délégataire prend en charge la couverture des franchises.

La Ville pourra en outre, à toute époque, exiger du délégataire la justification du paiement régulier des primes d'assurances. Toutefois, cette communication n'engage en rien la responsabilité de la Ville dans le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de ces assurances s'avèreraient insuffisants.

Chapitre 9

Garanties – Sanctions des manquements du délégataire

Article 42 – Sanctions pécuniaires / Pénalités

Dans les cas prévus ci-après, faute pour le délégataire de remplir ses obligations contractuelles, des pénalités pourront lui être infligées, sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers ou de l'application des mesures visées aux articles 43, 44 et 45 ci-dessous.

Les pénalités sont prononcées par le Maire au profit de la Ville de Baume les Dames.

42.1 Exploitation du service

En cas de défaillance dans l'exploitation du service, sauf cas de force majeure, des pénalités sont appliquées au délégataire dans les conditions suivantes, après mise en demeure restée sans effet au terme du délai qu'elle fixe :

- * En cas de retard dans l'entrée en fonctionnement du service : 50 € par jour de retard,
- * En cas d'interruption générale du service : 50 € par jour d'interruption,
- * En cas d'interruption partielle du service : 25 € par jour d'interruption,
- * En cas de non-conformité de l'exploitation du service aux prescriptions de la présente convention : 30 € par jour de retard à rétablir le service dans des conditions conformes aux stipulations contractuelles,
- * En cas de non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité : 100 € par jour de retard jusqu'au respect total des règles de sécurité,
- * En cas de négligence dans le renouvellement ou l'entretien du matériel : montant des travaux/acquisitions nécessaires majoré de 20 %,
- * En cas de retard dans le paiement de la redevance : 5 % du montant de la redevance, par mois ou fraction de mois de retard.

42.2 Production des comptes

En cas de non production des documents prévus au Chapitre 7 et après mise en demeure de la Ville restée sans effet au terme du délai qu'elle fixe, une pénalité égale à 1 % du montant des recettes perçues auprès des usagers au cours de l'exercice précédent est appliquée.

Article 43 – Sanctions coercitives : mise en régie provisoire

Le délégataire assure la continuité du service, en toutes circonstances, sauf en cas de force majeure ou de destruction totale des ouvrages ou de fait imputable à la Ville. En cas d'interruption totale ou partielle du service, la Ville de Baume les Dames a le droit de faire assurer le service par le moyen qu'elle juge approprié.

Si l'interruption du service n'est pas due à un cas de force majeure ou à l'une des causes d'exonération mentionnées à l'alinéa précédent, le service peut être assuré en régie aux frais du délégataire.

La Ville de Baume les Dames peut à cet effet, après état des lieux établi par huissier, prendre possession temporairement des locaux et matériels nécessaires à l'exploitation. Le personnel du délégataire reste affecté à l'exploitation du service.

La mise en régie doit être précédée d'une mise en demeure adressée au domicile du délégataire, par lettre recommandée avec accusé de réception, et restée sans effet à l'expiration d'un délai de quinze jours sauf en cas de mesures d'urgence visées à l'article ci-dessous.

La régie cesse dès que le délégataire est de nouveau en mesure de remplir ses obligations sauf si la déchéance est prononcée au terme de la mise en régie.

La reprise de l'exploitation par le délégataire fera l'objet d'un état des lieux dressé par huissier.

La mise en régie provisoire peut notamment intervenir si :

- Le délégataire interrompt le fonctionnement du cinéma pendant une période supérieure ou égale à 7 jours sans avoir obtenu l'accord préalable de la Ville ;
- La sécurité et l'hygiène venant à être compromises de son fait, le délégataire se refuse à prendre les mesures prescrites.

Article 44 – Mesures d'urgence

Outre les mesures prévues aux articles 42, 43 et 45 le Maire peut prendre d'urgence en cas de carence grave du délégataire, ou de menace à l'hygiène ou à la sécurité publique, toute décision adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire du cinéma.

Les conséquences financières d'une telle décision sont à la charge du délégataire sauf en cas de force majeure ou de destruction totale des ouvrages ou de fait imputable à la Ville.

Article 45 – Sanction résolutoire : déchéance du délégataire

En cas de faute d'une particulière gravité, notamment si le délégataire ne réalise pas les travaux prévus ou n'assure pas le service dans les conditions prévues par la convention depuis plus de quinze jours, ou encore en cas de retard dans l'entrée en fonctionnement du service, la Ville peut, outre les mesures prévues aux articles 43 et 44 prononcer la déchéance du délégataire sauf en cas de force majeure ou de destruction totale des ouvrages ou de fait imputable à la Ville.

Cette résiliation de plein droit de la présente convention doit être précédée d'une mise en demeure adressée au domicile du délégataire, par lettre recommandée avec accusé de réception, et restée sans effet pendant un délai d'un mois.

Les conséquences financières de la déchéance sont à la charge du délégataire.

Sont notamment réputées comme fautes d'une particulière gravité :

- Le non-paiement de la redevance pendant trois trimestres consécutifs,
- La constatation d'une fraude, imputable à la mauvaise foi du délégataire, concernant par exemple l'assiette de la redevance, les comptes rendus annuels, le travail dissimulé, etc.,
- Le non-respect grave et répété des conditions de sécurité des tiers et usagers, ou l'atteinte grave et répétée à l'ordre public,
- Les manquements graves et répétés à la qualité des prestations,
- La non production des comptes rendus annuels d'activité,
- La cession non autorisée de la convention.

Chapitre 10

Fin de la convention

Article 46 – Expiration de la convention

46.1 Continuité du service en fin de convention

La Ville a la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le délégataire, de prendre pendant les six derniers mois d'exécution de la convention ou en cas de résiliation pour quelque cause que ce soit, dès son prononcé, toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité du service en réduisant autant que possible la gêne qui en résultera pour le délégataire.

D'une manière générale, la Ville peut prendre toutes les mesures nécessaires pour favoriser le passage progressif de l'ancien au nouveau régime d'exploitation.

Le délégataire doit, dans cette perspective fournir à la Ville tous les éléments d'information qu'elle jugera utiles de solliciter.

46.2 Remise des installations et des biens en fin de convention

A l'expiration de la convention, pour quelque cause que ce soit, le délégataire est tenu de remettre à la Ville, en état normal d'entretien, tous les biens de retour qui figureront en annexe. La remise des biens de retour est faite sans indemnité.

La restitution des biens de retour s'effectuera dans les mêmes formes que celles prévues pour l'installation du délégataire à l'article 13 c'est-à-dire par un procès-verbal signé des deux parties.

Six mois avant l'expiration de la convention ou, en cas de résiliation, dès son prononcé, les parties arrêtent et estiment, s'il y a lieu, après expertise, les travaux à exécuter sur les ouvrages et équipements qui ne sont pas en état normal d'entretien. Le délégataire doit exécuter les travaux correspondants avant l'expiration de la convention. A défaut, les frais de remise en état correspondants seront déduits du cautionnement.

Les biens de reprise apportés par le délégataire pourront être remis à la Ville, à sa demande, moyennant le versement par celle-ci d'une indemnité correspondant à la valeur non amortie desdits biens, déduction faite des éventuelles subventions perçues par le délégataire.

Tout retard dans le versement des sommes dues donne lieu à des intérêts moratoires dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article 48.

Article 47 – Résiliation de la convention

La Ville peut mettre fin à la convention avant son terme normal, pour des motifs d'intérêt général.

La décision ne peut prendre effet qu'après un délai de 6 mois minimum à compter de sa date de notification, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au domicile du délégataire.

Dans ce cas, le délégataire a droit à l'indemnisation intégrale du préjudice.

A défaut d'accord entre les parties, une expertise contradictoire sera effectuée pour déterminer le montant de l'indemnité. Le règlement éventuel s'effectuera dans un délai de 30 jours suivant la libération des locaux par le délégataire.

Article 48 – Déchéance du délégataire

La déchéance prévue à l'article 45 s'accompagne du remboursement par la Ville de la part non amortie des investissements réalisés par le délégataire, en accord avec la Ville.

Tout retard dans le paiement des sommes dues, supérieur à 30 jours à compter de la date d'expiration de la convention, donne lieu à des intérêts moratoires calculés selon le taux moyen des obligations cautionnées.

Article 49 – Dispositions communes en matière de personnel

Avant l'expiration de la convention pour quelque cause que ce soit, la Ville et le délégataire conviennent de se rapprocher pour examiner la situation des personnels affectés à l'exploitation du service délégué.

Chapitre 11

Clauses diverses

Article 50 – Election de domicile

Pour l'exécution de la convention, les parties font élection de domicile :

pour la Ville : Hôtel de Ville de Baume les Dames – 25110 BAUME LES DAMES
pour le délégataire : xxxxxxxx
Toute modification de domicile du délégataire doit être notifiée, sans délai, à la Ville.

Article 51 – Jugement de contestations

Les contestations qui sont susceptibles de s'élever entre le délégataire et la Ville au sujet de la convention seront soumises au Tribunal Administratif de Besançon.

Article 52 – Annexes contractuelles

Seront annexés à la présente convention et auront valeur contractuelle, les documents ci-dessous :

- Annexe 1 - Plans du bâtiment
- Annexe 2 – Liste des biens mobiliers et immobiliers
- Annexe 3 – Tableau d'entretien et de maintenance
- Annexe 4 – Liste des contrats de maintenance et entretien à la charge du délégataire

Ces annexes pourront être amendées ou complétées par accord entre la Ville et le délégataire.

Etabli le

POUR LE DELEGANT

Ville de Baume les Dames

POUR LE DELEGATAIRE

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU CINEMA MUNICIPAL



Baumeles**Dames**

RAPPORT DU MAIRE

Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le

Berger
Levrault

ID : 025-212500474-20231109-H22_2023-DE

1 – RAPPEL DU DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

Actuellement l'exploitation du cinéma est assurée par l'association Ciné Baume dans le cadre d'une concession de service public. Le contrat arrive à échéance le 31 décembre 2023.

Le conseil municipal par délibération en date du 28 mars 2023 a décidé d'approuver le principe de la délégation de service public.

Cadre de la consultation : Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du cinéma de Baume les Dames, conformément aux articles L.1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

La concession de service public concerne le patrimoine suivant : locaux situés 14 rue des Juifs, 25110 Baume les Dames, composés de deux salles de projection d'une surface de 155 m² (138 places et 2 PMR) et 60 m² (40 places et 1 PMR), d'un hall d'accueil, d'une salle de réunion, d'un bureau et de trois sanitaires.

Principales caractéristiques de l'éventuel futur contrat de concession :

↳ Pour le délégataire :

Le délégataire devra assurer la gestion, l'animation du cinéma et plus généralement toute mission afférente au bon fonctionnement de celui-ci, ce qui recouvre en particulier et de façon non limitative :

- La gestion, l'exploitation, le développement et l'animation du cinéma ;
- La promotion auprès des usagers potentiels en vue d'une utilisation optimale de cet équipement et l'animation dans le respect des opinions de chacun,
- Le choix et les relations avec les fournisseurs
- la garantie de la gestion du service public du cinéma par la programmation de films classés « art et essai » ou recherche et de films commerciaux permettant d'assurer un nombre optimal d'entrées pour la rentabilité du site ; la programmation doit comprendre par exemple au moins deux films tout public différents chaque semaine,
- la garantie d'assurer l'accompagnement du public scolaire dans sa découverte cinématographique ;
- l'assurance de collaborer aux projets des institutions culturelles départementales, régionales ou nationales ;
- la garantie de programmer un minimum de séances hebdomadaires, avec un objectif minimal de séances annuelles ;
- l'assurance de participer à la demande de la Ville à certains événements locaux initiés par elle moyennant la prise en charge des coûts sous réserve de leur déroulement en dehors des heures habituelles de fonctionnement du cinéma ;
- la garantie d'entretenir en bon état de fonctionnement et réparer les équipements techniques mobiliers et matériels permettant la marche de l'exploitation ainsi que le nettoyage des locaux, la prise en charge des fluides et des contrats de maintenance ;
- Le renouvellement du mobilier, petit matériel, selon les dispositions du cahier des charges,
- Le recrutement et la gestion du personnel ;
- le versement de la redevance d'usage en contrepartie de la mise à disposition du bâtiment ;
- Le paiement des impôts, taxes et droits ;
- La tenue des opérations comptables, recettes et dépenses afférentes au fonctionnement du cinéma, la perception de l'ensemble des produits de l'exploitation, notamment des droits d'entrée auprès des usagers, et leur justification
- la communication de comptes rendus technique et financier ainsi qu'un rapport d'activité et un compte de résultats annuels;
- la souscription d'une assurance liée au titre d'occupant du bâtiment tout en veillant à la souscription d'une assurance « responsabilité civile ».

↳ Pour la Ville :

- la mise à disposition des équipements,
- le suivi et le contrôle du délégataire,
- la validation des tarifs,
- la compensation financière des contraintes particulières de fonctionnement nécessaires pour satisfaire aux exigences du service public,
- les travaux de gros entretien, à l'exception de ce qui est du ressort du délégataire,
- les travaux d'entretien de l'extérieur du bâtiment,
- les visites réglementaires de sécurité,
- la souscription d'une assurance couvrant tous les risques à la charge du propriétaire.

L'équilibre économique du contrat s'établira comme suit :

Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le

Berger
Levrault

ID : 025-212500474-20231109-H22_2023-DE

- le délégataire supportera l'ensemble des risques économiques et financiers, service,
- il se rémunérera auprès des usagers, conformément aux tarifs fixés au contrat de concession et percevra des subventions auprès des organismes pouvant en délivrer,
- le délégataire versera une éventuelle redevance en contrepartie de la mise à disposition du bâtiment,

Dispositions financières :

Le contrat pourra stipuler que le délégataire doit verser annuellement un loyer. Cette somme pourra être actualisée annuellement en fonction d'un indice à définir.

Un dépôt de garantie ou une caution peuvent être exigés, représentant un pourcentage du loyer annuel.

Durée de la convention :

La durée de la présente concession de service est fixée à 4 ans. Elle prendra effet au 1^{er} janvier 2024.

Les principales étapes en ont été les suivantes :

délibération de principe recours à la délégation	28/03/2023
élection de la COP / CDSP	06/06/2020 – D12/2020
publication AAPC	
BOAMP	18/07/2023
Publication sur la plateforme de dématérialisation achatpublic.com	18/07/2023
date limite de réception des candidatures et des offres	05/09/2023
CDSP : examen des candidatures et avis sur les offres : 2 offres reçues	10/10/2023
Audition des 2 candidats	20/10/2023
Réunion assemblée délibérante	09/11/2023

● ANALYSE DE LA CANDIDATURE :

Les membres de la commission chargée d'examiner la recevabilité des candidatures pour la DSP, se sont réunis le 10 octobre 2023.

Après examen des garanties professionnelles et financières et de l'aptitude des candidats à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, la commission a décidé de juger recevables les candidatures de la SARL CINEODE et de l'association CINEBAUME.

● COMPOSITION DES DOSSIERS D'OFFRE :

Les documents devant être remis par les candidats étaient composés de la manière suivante :

1. Le projet de contrat, dûment complété avec les documents annexes suivants :
 - ✓ Grille d'horaires des séances sur la durée du contrat
 - ✓ Compte d'exploitation prévisionnel sur la durée du contrat
 - ✓ Grille tarifaire sur la durée du contrat

Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le



ID : 025-212500474-20231109-H22_2023-DE

2. Le mémoire technique permettant d'apprécier la valeur technique le candidat devra préciser l'ensemble des engagements et moyens mis en oeuvre par le candidat pour respecter l'intégralité des prestations demandées.

Il comprendra notamment :

2.1. – *Les moyens que le candidat mettra en œuvre pour assurer la qualité du service rendu aux usagers :*

- a) les moyens en personnel et l'organisation de l'équipe (en dehors des moyens en personnel et de l'organisation de l'équipe pour la gestion commerciale du cinéma délégué, prévue au d) du présent article).
- b) un tableau prévisionnel des horaires de séance, par mois, sur toute la durée du contrat, en distinguant la période normale, les petites vacances scolaires et les grandes vacances scolaires et les jours fériés, sur le modèle fourni en annexe (*Grille des horaires sur la durée du contrat*).
- c) le nombre de séances par salle et par semaine (hors les vacances scolaires, pendant les petites vacances scolaires, pendant les grandes vacances scolaires, et pendant les jours fériés).
- d) les noms et coordonnées de 2 personnes au minimum au sein de la structure, en capacité de répondre aux demandes et questions de la commune durant le contrat

2.2. – *Les moyens mis en œuvre pour mettre en place une programmation diversifiée de qualité :*

- a) De manière générale, le nombre de films différents que le candidat envisage de diffuser chaque année, en précisant ce nombre par semaine et ce nombre sur une année.
- b) le nombre moyen de séances par film sur une année.
- c) le nombre de films en sortie nationale sur une année.
- d) le nombre et le pourcentage annuels de films Art & Essai, le pourcentage annuel de séances consacrées aux films Art & Essai, le nombre et le pourcentage annuels de films labellisés respectivement Jeune Public, Patrimoine et Répertoire, Recherche et Découverte.
- e) les diffusions de courts métrage avant les séances.

2.3. – *Les moyens mis en œuvre et organisation pour mettre en place un véritable projet d'animation du cinéma avec des actions culturelles diversifiées*

- a) l'animation générale
- b) l'animation pour les enfants
- c) le nombre, le type et la fréquence des événements et/ou des actions en direction des différents public ciblés.

2.4. – *Les moyens mis en œuvre pour créer un lien avec le tissu associatif local et les partenaires locaux pour la programmation et l'animation du cinéma*

2.5. – *Les modalités d'accueil des scolaires*

- a) participation aux dispositifs nationaux d'éducation à l'image : école et cinéma, collège au cinéma, lycéens et apprentis au cinéma
- b) modalités en dehors des dispositifs nationaux d'éducation à l'image

2.6. – *Les activités complémentaires que le candidat souhaiterait mettre en œuvre dans le cadre de la délégation et ne relevant pas de son objet principal.*

Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le

Berger
Levrault

ID : 025-212500474-20231109-H22_2023-DE

Il lui appartient de définir pour chacune des activités complémentaires qu'il compte mettre en œuvre les modalités et les conditions dans lesquelles il entend exercer ces activités.

2.7 – Les moyens pour assurer un modèle économique équilibré et performant :

En termes de projet culturel et de fonctionnement, les candidats devront détailler les moyens envisagés afin de dynamiser les fréquentations, de favoriser l'attractivité de l'activité et ainsi permettre d'atteindre des objectifs annuels de fréquentation. Le candidat devra détailler la méthodologie qui permettra au cinéma de s'adapter aux contraintes conjoncturelles du secteur et des difficultés qui frappent l'activité.

3. Un mémoire financier comportant :

- Le compte prévisionnel d'exploitation : comptes de résultat détaillé, plan de financement, calendrier de réalisation des investissements envisagés et des ressources mobilisées, tableau détaillé des amortissements, montants prévus des dépenses de conservation : entretien maintenance.

Le compte d'exploitation prévisionnel sur la durée du contrat sur la base du modèle fourni.

Les candidats devront transmettre un mémoire explicitant les hypothèses d'élaboration du compte d'exploitation prévisionnel. Les candidats devront justifier les recettes et les charges retenues et détailler les modalités de calcul de chacun de ces éléments.

● **CRITERES D'ANALYSE DES OFFRES :**

La concession sera attribuée sur la base des critères ci-dessous. Ces critères ne sont pas établis par ordre d'importance hiérarchique.

1. Valeur du projet d'exploitation et de développement du cinéma : programme d'application du contrat, propositions en termes de programmation, moyens mis en œuvre pour assurer la promotion de l'équipement ;
2. Valeur financière : intérêts de la grille tarifaire, cohérence de la justification des tarifs et d'établissement du compte d'exploitation prévisionnel,...;
3. Valeur technique : engagements et moyens déployés pour l'entretien et la maintenance du site, programme d'acquisition ;
4. Qualité du service : qualité du service rendu à l'utilisateur, information de la collectivité et transparence de la gestion, information du public.

Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le

Berger
Levrault

ID : 025-212500474-20231109-H22_2023-DE

2 – PRESENTATION DES OFFRES de CINEODE et CINEBAUME

Nature	Désignation	Cinéode	Ciné Baume	Commentaires
Spécificités	Statut	SARL	Associatif	
	Date de création	2007	2013	
	Siège Social	02300 CHAUNY		
	Gérant / Président	Olivier Defossé	Sébastien PERRIN	
	Nbr de salariés (total)	64	-	
	Nbr de salariés (site)	1.50	-	
	Nbr de bénévoles	-	36	
	Nbr de bénévoles à chaque séance	-	3	Caisse : 1 - Projecteur : 1 - Contrôle : 1
	Nombre de cinémas exploités	36	1	
	Nombre d'écrans	60	2	
Séances	Lundi	2	2	Cinéode ne précise pas si 1 ou 2 salles. Par principe, on a considéré 2 salles à chaque fois
	Mardi	2	Jour de fermeture	
	Mercredi	6	4	
	Jeudi	Jour de fermeture	2	
	Vendredi	4	2	
	Sous-total semaine	14	10	
	Samedi	6	4	
	Dimanche	6	6	
	Sous-total WE	12	10	
	Nbr de séances par semaine	26	20	
	Séances supplémentaires vacances hors été	4	?*	* non spécifié, peut être prévu selon.....
	Nbr de films proposés par semaine hors vacances	4 à 5	6 à 7 films	
	Nbr de films proposés par semaine pendant vacances	5 à 6		
	Nbr de films par année		350	
	Ouverture le dimanche soir	Non	Oui	
	Fermeture congés d'été	Non, modif ouvertu	Non, allégé	
	Nbr de séances en période estivale	28	20	
	Programmeur	Cinéode	MC4 distribution	
	Séances scolaires	Oui	Oui	
	Avant-premières	Oui (5 par an)	oui	
	Soirées rencontres et débat	Oui (10 par an)		
	Sorties nationales	plus de 25 par an	Non très très rare	
	Fréquentation N1	17 500	17 500	
	Fréquentation N2	18 500	18 500	
	Fréquentation N3	19 500	19 500	
	Fréquentation N4	20 500	20 500	

Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le



ID : 025-212500474-20231109-H22_2023-DE

Nature	Désignation	Cinèode	Ciné Baume	Commentaires
PS except	Art et essai	35% de la programmation	Oui	
	Avant premières	8 à 10		
	Courts métrages	Oui		
	Ciné goûter	Oui		
	Création de festival autour de l'environnement et écologie	oui		
	Ciné Concerts/Opéra			
	Ciné Théâtre	Oui		Pathé Live / pièces enregistrées à la Comédie Française
	Ciné Club	Oui (7 à 8 par an)		
	Films VOST		Oui	
	Films public averti (horreur/frisson)		oui	
	Partenariat Mairie		Oui	
	Partenariat associations locales	Oui	Oui	
	Locations de salle (assoc, entreprises)		Non	
	Séances avec personnes en situation de handicap	Possible	Oui	
	Acquisition matériel spécifique personnes malentendantes ou malvoyantes		Oui	
	Adhésion au dispositif Maternelle et cinéma		oui	
	Arbres de Noël		Tarif préférentiel	
	Mise à disposition de la mairie		Le mardi de préférence	
Tarifs	Plein tarif	6.50 €	7.00 €	
	Tarif réduit	5.50 €		Chomeurs, + 60 ans, famille nombreuse
	Tarif étudiant	5.60 €		
	Tarif moins de 14 ans	4.00 €	5.00 €	
	Ciné senior	5.00 €		
	Tarif réduit le mercredi	5.50 €		
	Abonnements adultes 10 entrées	55.00 €	63.00 €	
	Abonnements enfants 10 entrées		45.00 €	
	Majoration 3D	2.00 €	2.00 €	
	Tarif bénévoles		3.00 €	
	Carte jeunes	5.00 €	6.00 €	
	Ciné Club	5.50 €		
	Fête du cinéma et printemps du cinéma	4.00 €		
	Ciné goûter	5.00 €		
	Centre de loisirs - de 14 ans	3.00 €		
	CE, entreprises	5.50 €	6.10 €	
	Tarif scolaires primaires	2.50 €		
	Tarif scolaires collège et lycée	2.50 €		
	Tarif groupe	4.00 €		Groupe de 10 personnes minimum
	Théâtre scvolaire	6.00 €		
	Opéra	16.00 €		Si l'équipement convient
	Opéra - de 16 ans	12.00 €		
	Théâtre	12.00 €		
	Théâtre - de 16 ans	9.00 €		
	Gratuits ville		Non	
	Partenariat avec les restaurants		Non	

Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le

Berger
Levrault

ID : 025-212500474-20231109-H22_2023-DE

Nature	Désignation	Cinéode	Ciné Baume	Commentaires
Communication	Programme hebdomadaire A4	500 ex	oui	
	Programme mensuel		oui	
	Affichage commerces, administrations, + flyers	30		
	Site internet	Oui	oui	
	Diffusion Internet	Newsletter hebdo le lundi		
	Est Républicain	Oui	Oui,	
	Programmation dispo / appli mobiles	Oui		
	Réseaux sociaux	Oui	Oui	
	Vente de publicité		Oui	
	Plaquette trimestrielle pour jeune public	oui		
Finances	Chiffre d'affaires N1	82 193 €	108 175 €	
	Chiffre d'affaires N2	86 833 €	113 585 €	
	Chiffre d'affaires N3	91 472 €	118 995 €	
	Chiffre d'affaires N4	96 112 €	124 405 €	
	Dont entrées N1	78 750 €	94 675 €	
	Dont entrées N2	83 250 €	100 085 €	
	Dont entrées N3	87 750 €	105 495 €	
	Dont entrées N4	92 250 €	110 905 €	
	Dont Confiserie N1	1 750 €	- €	
	Dont Confiserie N2	1 850 €	- €	
	Dont Confiserie N3	1 950 €	- €	
	Dont Confiserie N4	2 050 €	- €	
	Dont publicité N1	500 €	3 000 €	
	Dont publicité N2	500 €	3 000 €	
	Dont publicité N3	500 €	3 000 €	
	Dont publicité N4	500 €	3 000 €	
	Résultat N1 (après IS)	602 €	-110	
	Résultat N2	2 791 €	938 €	
	Résultat N3	4 332 €	2 286 €	
	Résultat N4	5 873 €	4 134 €	
	Prime art et essai N1	- €		
	Prime art et essai N2	1 000 €		
	Prime art et essai N3	1 000 €		
	Prime art et essai N4	1 000 €		
	Redevance fixe N1	10 800 €	10800 € HT	
	Redevance fixe N2	10 800 €	10800 € HT	
	Redevance fixe N3	10 800 €	10800 € HT	
	Redevance fixe N4	10 800 €	10800 € HT	
	Redevance variable (taux)	3.00%	3.00%	CA HT hors recettes annexes pour Ciné Bau
	Participation de la collectivité N1	50 000 €	- €	
	Participation de la collectivité N2	50 000 €	- €	
	Participation de la collectivité N3	50 000 €	- €	
	Participation de la collectivité N4	50 000 €	- €	
	Effectifs ETP N1	1.50	-	
	Effectifs ETP N2	1.50	-	
	Effectifs ETP N3	1.50	-	
	Effectifs ETP N4	1.50	-	
	Masse salariale N1	29 250 €	- €	
	Masse salariale N2	29 250 €	- €	
	Masse salariale N3	29 250 €	- €	
	Masse salariale N4	29 250 €	- €	
Autres	Réunions avec la mairie			
	Entretien du complexe	1000 €/an		
	Maintenance	environ 7000 €/an	7 500 €	
	Règlement intérieur	oui		

Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le

Berger
Levrault

ID : 025-212500474-20231109-H22_2023-DE

3 – L'OFFRE RETENUE ET LES MOTIFS DU CHOIX

● QUALITE ET PERTINENCE DU PROJET DE L'EXPLOITATION DE L'EQUIPEMENT :

La société CINEODE inscrit cette délégation de service public dans le cadre d'une activité commerciale concurrentielle à objet culturel. Elle capitalise sur son expérience et sur son réseau.

La société CINEODE propose sur site 1,5 salariés, alors que l'association CINEBAUME propose 3 bénévoles à chaque séance.

La société CINEODE propose un nombre de séances par semaine plus élevé que l'association CINEBAUME, pour un prévisionnel d'entrées annuelles identique.

Concernant la grille tarifaire, l'association CINEBAUME propose des tarifs supérieurs à ceux de la société CINEODE.

Le nombre de films proposés par semaine est de 4 à 5 pour CINEODE et de 6 à 7 pour CINEBAUME.

La société CINEODE gère actuellement des salles mixtes (cinéma dit "commercial" associé à une part de cinéma art et essai). La force de l'association CINEBAUME réside dans un projet culturel qui repose sur une expérience avérée en matière de programmation art et essai et sur des interactions avec le tissu associatif local.

A l'organisation centralisée de la société CINEODE s'oppose la gestion associative locale de CINEBAUME, mais une gestion associative qui s'est fortement structurée en vue de répondre aux exigences de la délégation de service public.

Par ailleurs, tandis que la société CINEODE s'inscrit dans une gestion traditionnelle de cinéma, l'association CINEBAUME a su, dans son offre, s'approprier un projet pour en faire un lieu de vie au sein du cœur de ville.

Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le

Berger
Levrault

ID : 025-212500474-20231109-H22_2023-DE

● QUALITE ET PERTINENCE FINANCIERE :

Les deux candidats proposent de verser une redevance à la Ville de Baume les Dames décomposée de la manière suivante : une part fixe et une part proportionnelle au niveau d'activité.

La part fixe est ainsi définie :

- 900 € HT/mois soit 10800 € HT/an

La part variable correspondant à un pourcentage du chiffre d'affaires HT: 3% HT

En outre, la société CINEODE demande une subvention pour compensation de contraintes de service public d'un montant de 50 000 € par an.

		CINEODE	CINEBAUME
Redevance versée à la Ville par le délégataire	Part fixe € HT/an		
	1 ^{ère} année	10 800	10 800
	2 ^{ème} année	10 800	10 800
	3 ^{ème} année	10 800	10 800
	4 ^{ème} année	10 800	10 800
	Part variable		
	Taux sur CA HT	3%	3%
Subvention versée par la Ville au délégataire	Montant	50 000 € / an	0

5 – CONCLUSION

Aux termes des auditions, qui ont permis notamment de préciser les axes stratégiques, les modalités d'exploitation du service et les données financières, il est proposé au Conseil de retenir l'offre de CINEBAUME, qui est conforme aux exigences de la collectivité, exprimées au travers du cahier des charges de consultation.

Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le

Berger
Levrault

ID : 025-212500474-20231109-H22_2023-DE